

5 Insertion des travailleurs handicapés

Le taux légal d'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés progresse légèrement : il passe de 4,2 % en 2002 à 4,3 % en 2003 (hors Éducation nationale). Hors anciens militaires non-titulaires d'une pension d'invalidité, ce taux est stable : 3,6 %.

En 2003, en prenant en compte les établissements publics de l'Écologie et de l'Équipement qui répondent pour la première fois cette année, le taux légal d'emploi est évalué à 4,2 %. Ce taux est légèrement inférieur à celui des autres fonctions publiques : dans la territoriale, il est de 4,4 % en 2001 ; celui de l'hospitalière est estimé à 4,5 % en 2002.

Parmi les bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les travailleurs reconnus par la Cotorep sont plus nombreux qu'en 2002 dans la plupart des ministères : 8 881 en 2002, 9 632 en 2003. La hausse est particulièrement sensible à l'Agriculture (de 427 en 2002 à 537 en 2003) ou à l'Économie (de 2 214 en 2002 à 2 294 en 2003). À l'inverse, le nombre d'accidentés du travail baisse, de 13 622 en 2002 à 12 930 en 2003. En conséquence, en 2003, les travailleurs reconnus par la Cotorep représentent 24 % des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (22 % en 2002), et les accidentés du travail 32 % (34 % en 2002).

Hors Éducation nationale, les nouveaux bénéficiaires sont moins nombreux qu'en 2002, année caractérisée par une hausse (3 163 en 2003 contre 3 279 en 2002), malgré le plus grand nombre de recrutements par contrat définis à l'article 27 de la loi 84-16 (de 801 en 2002 à 881 en 2003). Par ailleurs, le nombre des agents inaptes ou reclassés à la suite d'un handicap physique survenu lors de l'exercice de leurs fonctions augmente en 2003 : 1 291 nouveaux bénéficiaires en 2003, pour 1 038 en 2002.

À l'Éducation nationale, le volume des recrutements augmente de 73 agents. Parmi les 940 nouveaux bénéficiaires, 360 sont des travailleurs Cotorep (241 en 2002). Les nouveaux bénéficiaires d'une ATI sont moins nombreux, comme dans les autres ministères. Le volume des agents reconnus inaptes, ou dont le poste a été adapté, est stable.

Le taux d'emploi des travailleurs handicapés, calculé pour la dernière année avec une méthode similaire à celle du privé, est estimé à 4,8 %. Il porte sur 83 % des effectifs.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 opère en effet un rapprochement des méthodes de recensement des bénéficiaires entre la fonction publique et le secteur concurrentiel. Ce double calcul n'est donc, à terme, plus nécessaire.

III Définitions et méthodes

Taux d'emploi public-privé : la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés impose à l'ensemble des employeurs, notamment à l'État et à ses établissements publics administratifs, une obligation d'emploi égale à 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Pour mesurer ce taux d'emploi dans la fonction publique d'État, la DGAFP effectue tous les ans un recensement des bénéficiaires auprès des différents ministères et établissements publics. Dans le secteur privé, chaque employeur doit faire une déclaration d'emploi de travailleurs handicapés auprès du ministère du Travail.

Les modes de calcul des taux de la DGAFP et du ministère du Travail, qui sont définis par la loi, sont jusqu'en 2004 relativement différents.

Dans le calcul de ce taux, le poids statistique de chaque agent bénéficiaire est pondéré par différents critères comme la gravité du handicap, l'âge ou le caractère nouveau du recrutement. Une même personne peut donc compter pour plusieurs

unités bénéficiaires. Par ailleurs, le nombre d'unités bénéficiaires est calculé au prorata de la durée de travail de chaque agent. En revanche, les anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité ne sont plus comptés parmi les bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Ce taux similaire à celui du secteur privé s'en différencie par :

- l'assiette de calcul, qui n'exclut pas les catégories de personnels dans lesquelles on ne peut recruter de travailleurs handicapés du fait des fonctions exercées ;
- le mode d'attribution des bonifications et le calcul en ETP des bénéficiaires.

Champ : l'enquête porte sur les administrations de l'État, les établissements publics scientifiques culturels et professionnels, les établissements publics scientifiques et techniques occupant au moins vingt agents à temps plein ou équivalent, La Poste, et deux établissements publics industriels et commerciaux, l'ONF et l'Onic. L'Éducation nationale n'a pu fournir que des indications sur les nouveaux bénéficiaires, en 2002 comme en 2003.

Bénéficiaires : agents handicapés dont les différentes catégories (Cotorep, accidentés du travail, emplois réservés) sont définies par l'article L. 323-2 du Code du travail qui fixe une obligation minimale d'emploi des travailleurs handicapés égale à 6 % de l'effectif total du ministère ou de l'établissement.

Handicapés Cotorep : agents reconnus travailleurs handicapés par les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep). Ils sont recrutés sur contrat donnant vocation à titularisation, par concours externe de droit commun, par la voie des emplois réservés ou sur contrat de droit commun.

Accidentés du travail : agents victimes d'accidents du travail ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % ou atteints d'une maladie professionnelle. Les fonctionnaires perçoivent une allocation temporaire d'invalidité (ATI) et les non-titulaires une rente du régime général. Les agents frappés d'une incapacité d'au moins deux tiers bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou d'une allocation d'invalidité temporaire sont aussi comptabilisés dans cette rubrique, bien que leur invalidité n'ait pas été causée par un accident du travail ou une maladie professionnelle.

Emplois réservés : agents recrutés par la voie des emplois réservés (hors Cotorep). Ce sont les anciens militaires titulaires

d'une pension militaire d'invalidité (ou assimilés : veuves de guerre, orphelins de guerre) et les anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité.

Agents inaptes et reclassés : agents devenus inaptes physiquement à l'exercice de leurs fonctions au cours de leur carrière :

– soit leur poste de travail a été adapté et ils n'ont pas fait l'objet d'un reclassement par voie de détachement ;

– soit ils ont fait l'objet d'un reclassement par voie de détachement.

Équivalents effectifs des marchés : la conclusion de contrats et de marchés avec les établissements de travail protégé permet de faire équivaloir des emplois de bénéficiaires sur la base du traitement annuel minimum dans la fonction publique. Le calcul des équivalents s'obtient en divisant le montant total des achats par le traitement annuel afférent à l'indice majoré 261.

Remarque : la DGAFP utilise les informations concernant les agents bénéficiaires d'une ATI du service des pensions du ministère de l'Économie et des Finances. Le nombre d'ATI au 31 décembre 2002 avait été surestimé. Les chiffres définitifs sont présentés dans ce rapport.

Pour plus d'informations

- « L'emploi des travailleurs handicapés en 2003 », Alexandre Le Benoist, Marie Rey, *RésulStats*, n° 11, juillet 2005, DGAFP.
- « L'emploi des personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé de longue durée ». Premiers résultats de l'enquête complémentaire à l'enquête emploi de mars 2002, n° 41.3, *Premières Informations et Premières Synthèses*, Michel Amar, Selma Amira, Dares, octobre 2003.
- *Tableau de bord sur l'emploi et le chômage des travailleurs handicapés*, Mahrez Okba, Anne Ramare, Chantal Santamaria, Dares, 2003.
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Synthèse nationale des rapports au CTP sur l'établissement des collectivités territoriales au 31 décembre 2001, DGCL – CNFPT, 2004.

5 Insertion des travailleurs handicapés

Tableau 5-1 : Bénéficiaires de la loi « handicapés » par catégorie de bénéficiaires (hors Éducation nationale) au 31 décembre 2002 (1)

Ministère	Handicapés Cotorep	Accidentés du travail	Emplois réservés hors Cotorep	Agents inaptes et reclassés	Total	% de handicapés/ effectifs réels	Équivalents effectifs des marchés	Total général	Taux d'emploi (en %)
Affaires étrangères	74	35	124	1	234	3,2	4	238	3,2
Agriculture	427	371	74	19	891	2,8	27	918	2,9
Aviation civile	55	118	545	7	725	6,1	0	725	6,1
Culture	113	165	30	9	317	2,2	2	319	2,2
Défense	924	612	1 264	0	2 800	2,9	74	2 874	3,0
Économie	2 214	1 492	2 042	522	6 270	3,4	75	6 345	3,4
Emploi	340	92	209	7	648	6,0	18	666	6,2
Environnement	32	5	15	0	52	2,1	3	55	2,2
Équipement	915	1 928	576	643	4 062	5,4	37	4 099	5,5
Intérieur	882	236	759	39	1 916	5,0	21	1 937	5,0
Jeunesse et Sports	32	87	11	2	132	2,0	9	141	2,2
Justice	243	762	323	21	1 349	2,4	9	1 358	2,4
Outre-mer (2)	12	3	0	4	19	6,9	0	19	6,9
Police	185	4 748	221	0	5 154	4,0	0	5 154	4,0
Santé (3)	476	154	239	23	892	4,1	43	935	4,3
Services du Premier ministre	7	12	0	2	21	1,0	1	22	1,0
CDC (4)	36	54	22	2	114	3,3	4	118	3,5
Cemagref	18	4	0	0	22	3,3	1	23	3,4
CNRS	166	239	0	2	407	1,6	4	411	1,6
Inra	92	154	0	0	246	2,8	14	260	3,0
Inrets	6	0	0	0	6	1,4	0	6	1,4
Inria	4	0	0	0	4	0,2	0	4	0,2
Inserm	117	53	0	0	170	3,3	2	172	3,3
IRD	5	4	0	0	9	0,6	1	10	0,6
La Poste	1 462	2 095	334	8 731	12 622	5,9	297	12 919	6,0
Météo France	12	9	254	1	276	9,2	3	279	9,3
ONF	16	189	549	24	778	10,7	12	790	10,8
Onic	16	1	12	0	29	4,2	0	29	4,2
Total	8 881	13 622	7 603	10 059	40 165	4,2	660	40 825	4,2

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

- (1) Chiffres définitifs.
 (2) Les agents en fonction dans les Dom-Tom ne sont pas recensés.
 (3) Y compris les EPA.
 (4) Les filiales ne sont pas prises en compte.

Insertion des travailleurs handicapés 5

Tableau 5-2 : Bénéficiaires de la loi « handicapés » par catégorie de bénéficiaires (hors Éducation nationale) au 31 décembre 2003

Ministère	Handicapés Cotorep	Accidentés du travail	Emplois réservés hors Cotorep	Agents inaptes et reclassés	Total	% de handicapés/ effectifs réels	Équivalents effectifs des marchés	Total général	Taux d'emploi (en %)
Affaires étrangères	103	35	203	2	343	4,6	4	347	4,7
Agriculture	537	343	103	39	1 022	3,2	27	1 049	3,3
Aviation civile	37	54	258	0	349	2,9	0	349	2,9
Culture	141	164	36	15	356	1,8	5	361	1,8
Défense	982	548	1 155	0	2 685	2,8	88	2 773	2,9
Écologie	25	4	20	0	49	1,9	3	52	2,1
Économie	2 294	1 461	2 021	731	6 507	3,6	69	6 576	3,6
Équipement	1 084	1 915	606	836	4 441	5,4	41	4 482	5,4
Intérieur	930	234	745	20	1 929	5,4	19	1 948	5,5
Justice	307	751	265	26	1 349	2,3	6	1 355	2,3
Outre-mer (1)	12	3	1	10	26	8,6	0	26	8,6
Police	229	4 470	221	21	4 941	3,7	3	4 944	3,7
Santé	542	188	275	21	1 026	4,4	43	1 069	4,5
<i>dont ministère</i>	<i>460</i>	<i>135</i>	<i>274</i>	<i>18</i>	<i>887</i>	<i>5,7</i>	<i>33</i>	<i>920</i>	<i>5,9</i>
<i>dont EPA</i>	<i>82</i>	<i>53</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>139</i>	<i>1,8</i>	<i>10</i>	<i>149</i>	<i>1,9</i>
Services du Premier ministre	12	12	0	2	26	1,2	1	27	1,2
Sports	58	83	12	6	159	2,2	10	169	2,4
Travail	398	81	204	9	692	6,5	13	705	6,6
CDC (2)	42	52	22	2	118	3,5	4	122	3,6
Cemagref	14	10	0	0	24	3,5	2	26	3,8
CNRS	195	225	0	7	427	1,6	5	432	1,7
Inra	94	174	0	0	268	3,1	17	285	3,3
Inrets	6	0	0	0	6	1,4	0	6	1,4
Inria	6	0	0	0	6	0,4	0	6	0,4
Inserm	115	63	0	0	178	3,4	2	180	3,5
IRD	5	5	0	0	10	0,7	0	10	0,7
La Poste	1 418	1 852	295	9 015	12 580	6,2	199	12 779	6,3
Météo France	12	18	256	1	287	9,6	3	290	9,7
ONF	14	184	506	24	728	10,0	13	741	10,1
Onic	20	1	9	0	30	4,3	0	30	4,3
Total	9 632	12 930	7 213	10 787	40 562	4,2	578	41 140	4,3
EPA Environnement (3)	13	12	3	3	31	0,6	6	37	0,8
EPA Équipement (3)	32	3	2	0	37	1,4	1	38	1,5
Total y compris EPA	9 677	12 945	7 218	10 790	40 630	4,2	585	41 215	4,2

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

(1) Les agents en fonction dans les Dom-Tom ne sont pas recensés.

(2) Les filiales ne sont pas prises en compte.

(3) Informations disponibles pour la première année.

5 Insertion des travailleurs handicapés

Tableau 5-3 : Bénéficiaires de la loi « handicapés » (hors Éducation nationale) selon le statut au 31 décembre 2003 (1)

	Titulaires			Ouvriers d'État	Non-titulaires	Statut non renseigné	Total général
	A	B et CII	C				
Handicapés Cotorep							
Hommes	345	1 386	3 228	24	174	—	5 157
Femmes	193	965	3 198	12	152	—	4 520
Total	538	2 351	6 426	36	326	—	9 677
<i>Dont recrutés sur contrat (art. 3 loi du 10-07-87)</i>							
Hommes	157	410	826	—	—	—	1 393
Femmes	92	292	811	—	—	—	1 195
Total	249	702	1 637	—	—	—	2 588
<i>Dont recrutés sur emplois réservés</i>							
Hommes	53	402	1 671	—	—	—	2 126
Femmes	19	217	1 277	—	—	—	1 513
Total	72	619	2 948	—	—	—	3 639
Accidentés du travail							
Hommes	727	803	2 588	482	111	5 366	10 077
Femmes	329	610	1 218	12	70	629	2 868
Total	1 056	1 413	3 806	494	181	5 995	12 945
<i>Dont agents titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité</i>							
Hommes	608	684	2 312	—	—	5 366	8 970
Femmes	272	529	1 101	—	—	629	2 531
Total	880	1 213	3 413	—	—	5 995	11 501
Emplois réservés hors Cotorep							
Hommes	143	2 034	4 239	—	—	—	6 416
Femmes	5	190	607	—	—	—	802
Total	148	2 224	4 846	—	—	—	7 218
<i>Dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité</i>							
Hommes	80	1 799	3 819	—	—	—	5 698
Femmes	2	178	556	—	—	—	736
Total	82	1 977	4 375	—	—	—	6 434
Agents inaptes et reclassés							
Hommes	377	1 526	3 856	99	16	—	5 874
Femmes	296	1 904	2 707	1	8	—	4 916
Total	673	3 430	6 563	100	24	—	10 790
Total							
Hommes	1 592	5 749	13 911	605	301	5 366	27 524
Femmes	823	3 669	7 730	25	230	629	13 106
Total général	2 415	9 418	21 641	630	531	5 995	40 630

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

(1) Y compris EPA de l'Équipement et de l'Environnement.

Insertion des travailleurs handicapés 5

Tableau 5-4 : Flux de nouveaux bénéficiaires en 2002 et 2003 par ministère

Ministère	2002					2003				
	Handicapés Cotorep	Accidentés du travail	Emplois réservés hors Cotorep	Agents inaptes et reclassés	Total	Handicapés Cotorep	Accidentés du travail	Emplois réservés hors Cotorep	Agents inaptes et reclassés	Total
Affaires étrangères	9	3	4	0	16	6	3	4	0	13
Agriculture	75	11	7	4	97	69	12	5	1	87
Aviation civile	7	0	35	0	42	6	1	21	0	28
Culture	19	4	7	2	32	17	8	0	4	29
Défense	310	26	173	0	509	173	34	45	0	252
Économie	160	69	73	177	479	128	58	50	317	553
Éducation nationale	241	506	0	120	867	360	462	0	118	940
<i>dont enseignants</i>	99	272	0	0	371	67	260	0	3	330
Emploi	50	4	6	0	60	55	2	5	0	62
Environnement	8	0	0	0	8	1	0	0	0	1
Équipement	185	125	54	98	462	120	111	73	169	473
Intérieur	70	22	33	5	130	80	14	33	2	129
Jeunesse et Sports (1)	6	4	1	0	11	16	5	0	1	22
Justice	30	65	12	2	109	53	59	18	5	135
Outre-mer (2)	2	0	0	0	2	0	0	0	3	3
Police	45	257	0	0	302	76	229	0	1	306
Santé (3)	51	8	45	7	111	62	10	36	1	109
Services du Premier ministre	1	0	0	0	1	4	0	0	0	4
CDC	0	3	0	0	3	7	0	0	0	7
Cemagref	2	0	0	0	2	3	0	0	0	3
CNRS	43	14	0	0	57	35	19	0	4	58
Inra	10	8	0	0	18	15	16	0	0	31
Inrets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inria	1	0	0	0	1	2	0	0	0	2
Inserm	16	7	0	0	23	10	11	0	0	21
IRD	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1
La Poste	29	9	0	743	781	23	5	0	783	811
Météo France	3	1	7	0	11	2	9	8	0	19
ONF	1	10	0	0	11	0	0	0	0	0
Onic	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4
Total	1 375	1 156	457	1 158	4 146	1 328	1 068	298	1 409	4 103
EPA Environnement (4)						1	1	0	0	2
EPA Équipement (4)						1	1	0	0	2
Total y compris EPA	1 375	1 156	457	1 158	4 146	1 330	1 070	298	1 409	4 107

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

- (1) Pour l'année 2002 les agents en fonction en administration centrale ne sont pas recensés. En 2003, la Jeunesse est rattachée à l'Éducation nationale.
- (2) Les agents en fonction dans les Dom-Tom ne sont pas recensés.
- (3) Y compris EPA.
- (4) Informations disponibles pour la première année en 2003.

5 Insertion des travailleurs handicapés

Tableau 5-5 : Flux de nouveaux bénéficiaires en 2003 selon le statut y compris l'Éducation nationale (1)

	Titulaires			Ouvriers d'État	Non-titulaires	Statut non renseigné	Total général
	A	B et CII	C				
Handicapés Cotorep							
Hommes	43	112	240	0	96	—	491
Femmes	36	89	276	2	76	—	479
Sexe inconnu	73	18	269	—	—	—	360
Total	152	219	785	2	172	—	1 330
<i>Dont recrutés sur contrat (art. 3 loi du 10-07-87)</i>							
Hommes	27	93	216	—	—	—	336
Femmes	32	68	216	—	—	—	316
Sexe inconnu	51	12	166	—	—	—	229
Total	110	173	598	—	—	—	881
<i>Dont recrutés sur emplois réservés</i>							
Hommes	4	11	58	—	—	—	73
Femmes	0	11	58	—	—	—	69
Sexe inconnu	1	4	60	—	—	—	65
Total	5	26	176	—	—	—	207
Accidentés du travail							
Hommes	140	50	206	23	5	254	678
Femmes	159	57	153	0	2	21	392
Total	299	107	359	23	7	275	1 070
<i>Dont agents titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité</i>							
Hommes	132	46	192	—	—	254	624
Femmes	157	54	148	—	—	21	380
Total	289	100	340	—	—	275	1 004
Emplois réservés hors Cotorep							
Hommes	—	101	158	—	—	—	259
Femmes	—	5	34	—	—	—	39
Total	—	106	192	—	—	—	298
<i>Dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité</i>							
Hommes	—	71	148	—	—	—	219
Femmes	—	4	33	—	—	—	37
Total	—	75	181	—	—	—	256
Agents inaptes et reclassés							
Hommes	55	165	427	27	1	—	675
Femmes	33	179	400	0	4	—	616
Sexe inconnu	9	6	103	0	0	—	118
Total	97	350	930	27	5	—	1 409
Total							
Hommes	238	428	1 031	50	102	254	2 103
Femmes	228	330	863	2	82	21	1 526
Sexe inconnu	82	24	372	0	0	0	478
Total général	548	782	2 266	52	184	275	4 107

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

(1) Y compris EPA de l'Équipement et de l'Environnement.

Insertion des travailleurs handicapés 5

Tableau 5-6 : Répartition des unités bénéficiaires par ministère et calcul des taux d'emploi en 2003 selon un système de décompte similaire à celui du secteur privé

Ministère (1)	Effectifs en fonction en ETP (2)	Bénéficiaires en ETP	Total bonifications	Total bénéficiaires directs	Équivalents bénéficiaires	Total unités bénéficiaires	Taux d'emploi (en %)	Rappel taux d'emploi fonction publique (en %)
	(a)	(b)	(c)	(b)+(c)	(d)	(b)+(c)+(d)	(b)+(c)+(d)/(a)	(en %)
Affaires étrangères	7 362	170	115	285	4	288	3,9	4,7
Agriculture	31 382	853	434	1 286	27	1 313	4,2	3,3
Culture	19 650	311	116	427	5	432	2,2	1,8
Défense	92 552	1 513	572	2 085	88	2 173	2,3	2,9
Écologie	2 292	30	17	47	3	50	2,2	2,1
Économie	170 259	4 647	1 712	6 359	69	6 428	3,8	3,6
Équipement	80 471	3 727	1 260	4 987	41	5 027	6,2	5,4
Intérieur	33 624	1 194	1 025	2 219	19	2 238	6,7	5,5
Justice (hors AP)	27 555	525	312	837	6	843	3,1	3,5
Outre-mer	299	24	5	29	0	29	9,5	8,6
Santé	21 070	726	626	1 352	43	1 395	6,6	4,5
<i>dont ministère</i>	<i>14 881</i>	<i>601</i>	<i>588</i>	<i>1 189</i>	<i>33</i>	<i>1 223</i>	<i>8,2</i>	<i>5,9</i>
<i>dont EPA</i>	<i>6 188</i>	<i>125</i>	<i>37</i>	<i>163</i>	<i>10</i>	<i>173</i>	<i>2,8</i>	<i>1,9</i>
Services du Premier ministre	2 161	25	20	45	1	46	2,1	1,2
Sports	6 962	147	100	247	10	257	3,7	2,4
Travail	10 131	504	495	998	13	1 011	10,0	6,6
Cemagref	651	20	17	37	2	39	6,0	3,8
CNRS	25 431	424	249	673	5	678	2,7	1,7
Inra	8 368	264	109	373	17	390	4,7	3,3
Inrets	420	6	6	12	0	12	2,9	1,4
Inria	1 676	6	10	16	0	16	1,0	0,4
Inserm	5 071	157	101	258	2	260	5,1	3,5
IRD	1 518	9	2	11	0	11	0,7	0,7
La Poste	194 544	12 064	979	13 043	199	13 242	6,8	6,3
Météo France	2 902	31	22	53	3	56	1,9	9,7
ONF	6 875	217	2	219	13	232	3,4	10,1
Onic	673	24	14	38	0	38	5,6	4,3
Total	753 897	27 616	8 319	35 935	571	36 507	4,8	4,5 (3)
EPA Environnement (4)	4 732	29	11	40	6	46	1,0	0,8
EPA Équipement (4)	2 470	34	23	57	1	57	2,3	1,5
Total y compris EPA	761 099	27 678	8 354	36 032	578	36 610	4,8	4,5 (3)

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : enquête auprès des directions de personnel.

(1) Ces résultats concernent les seuls ministères ou établissements qui ont fourni les informations nécessaires pour le calcul des bonifications.

(2) Certains chiffres ont été estimés.

(3) Ce taux a été calculé sur les ministères mentionnés dans ce tableau.

(4) Informations disponibles pour la première année.